

Aujourd'hui en France

Edition Principale

\_Le Fait du jour, samedi 26 février 2022 734 mots, p. AUJM12

Le spectre d'une inflation élevée

La crise ukrainienne, provoquant une flambée des matières premières, devrait installer une hausse durable des prix, qui mettra un peu plus à mal le porte-monnaie des Français.

Victor Tassel

Le conflit russo-ukrainien, à des milliers de kilomètres de nos frontières, va affecter sur le long terme le porte-monnaie des Français, déjà mis à mal. D'après une première estimation publiée par l'Insee, hier, l'inflation s'est considérablement accélérée en février dans l'Hexagone, pour atteindre 3,6 % sur un an, du jamais-vu depuis juillet 2008. Dans la zone euro, elle se porte à 5,1 %. Dans le détail en France, les prix de l'énergie ont ainsi bondi de 21 % par rapport à février 2021, les produits alimentaires de 1,9 % et ceux des produits frais de 5,6 %, selon les données de l'institut de statistiques.

« La forte reprise économique avait logiquement entraîné une inflation importante, comme un effet de rattrapage après la baisse des prix en 2020, analyse Éric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Désormais, nous entrons dans un phénomène de surinflation, même s'il reste assez ciblé. La hausse n'est pas générale. » La flambée des prix de l'énergie qui tire l'inflation vers le haut ne va pas s'arrêter, d'après les experts. « Ce choc sectoriel va s'accroître avec la crise ukrainienne. L'inflation sera durablement élevée », alerte Xavier Jaravel, économiste et professeur à la London School of Economics.

À l'origine, l'ensemble des économistes prévoyait un pic de l'inflation en ce début d'année avant un retour à la normale progressif d'ici à la fin 2022.

« Le cadre global a changé, nous craignons une hausse des prix encore plus importante dans les mois à venir, appuie Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. La perspective d'une normalisation nécessitait que les prix de l'énergie reviennent à des niveaux communs. » Or, le conflit en Ukraine crée un affolement de l'économie mondiale et provoque une flambée des cours des matières premières. À commencer par le pétrole, dont la Russie est le troisième producteur mondial, avec 10 millions de barils par jour.

Le cours du Brent, la référence pour le prix du pétrole en Europe, flirte avec les 100 \$, entre 96 et 98 hier (89 €), après avoir atteint les 104 \$ jeudi, jour de l'entrée en guerre décidée par Poutine. S'il reste à ce niveau, les prix du carburant à la pompe gonfleront de deux ou trois centimes d'ici une semaine. Dans le même temps, le cours européen de référence pour le gaz, le TTF néerlandais, s'envole et atteignait, hier, 135 €/MWh, en augmentation de 85 % en une semaine ! « La Russie représente 40 % des importations de gaz en Europe; forcément, le conflit vient renforcer les tensions sur le marché », analyse Sylvain Le Falher, fondateur de HelloWatt, comparateur de fournisseurs d'énergie.

***Geler les tarifs de l'énergie sera difficilement tenable***

La prolongation du « bouclier tarifaire » - avec le gel des tarifs du gaz et de l'électricité - jusqu'à la fin 2022, annoncée dès mercredi par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, préservera les ménages, dans un premier temps. « Tout cela a un coût, qui creuse le déficit. Pour l'État, c'est très délicat. Il ne pourra pas non plus faire des chèques inflation en urgence si l'augmentation des prix de l'énergie est durable », avance Xavier Jaravel. « Il faudra regarder ce qui se passe en janvier 2023, anticipe Sylvian Le Falher. Nous entrons dans une crise longue, la question de la pérennité du bouclier tarifaire se pose. Sans intervention étatique, le prix de l'électricité aurait explosé de 35 %. Cette hausse, il faudra bien la faire un jour ou l'autre... »

Au-delà de l'énergie, la flambée des matières premières est générale. Les cours des céréales explosent, tout comme ceux de l'aluminium, du palladium ou du nickel. Autant de matériaux utilisés dans de nombreuses industries, dont la Russie est un exportateur important sur la scène internationale. « Forcément, à partir du moment où vous isolez un pays avec des sanctions, vous isolez aussi ses productions. Vous acceptez alors comme effet collatéral de diminuer l'offre et d'augmenter les prix, décrypte Mathieu Plane. De fait, les coûts de production des entreprises vont gonfler. En bout de chaîne, ce sont les prix des produits à la consommation qui grimperont. Le pouvoir d'achat des Français va directement en pâtir. »